



► Note de synthèse de Département des entreprises

La Date: 16 / avril / 2020

► Interventions visant à soutenir les entreprises pendant la pandémie de COVID-19 et la reprise

Sections

- Introduction
- Phase (1): réduction générale de l'activité économique due aux mesures de prévention de la propagation du virus
- Phase (2): réactivation de l'activité des entreprises une fois l'épidémie contenue
- Phase (3): reprise de la croissance économique, et nouvelles façons de penser l'entreprise
- Rôle central du dialogue social dans l'élaboration d'une réponse inclusive et limitée dans le temps
- Coordination
- Financement
- Autres considérations
- Coopération internationale
- Tirer les enseignements du choc
- Soutien de l'OIT

À propos de cette note

La présente note de synthèse recense une série de mesures visant à aider les entreprises à faire face aux effets de la pandémie de COVID-19 et aux dispositions prises en réponse à cette crise. Elle met l'accent sur les mesures ayant pour objet de permettre la poursuite des activités et d'aider les entreprises à jeter les bases de la reprise, mesures qui sont indispensables pour atténuer les pertes d'emploi massives attendues et poser des jalons pour sortir de la crise. Elle s'inspire des mesures élaborées et mises en œuvre pendant la pandémie par les pouvoirs publics de divers pays dans le monde entier.¹

Les mesures présentées ici doivent être entendues dans le contexte des quatre piliers que l'OIT recommande de prendre en considération dans les dispositions visant à affronter la situation, à savoir stimuler l'économie et l'emploi, soutenir les entreprises, l'emploi et les revenus, protéger les travailleurs sur le lieu de travail, et se fonder sur le dialogue social pour trouver des solutions. La présente note complète d'autres documents thématiques de l'OIT sur les mesures à prendre pour faire face aux incidences du coronavirus sur le monde du travail, notamment sur la santé et la sécurité au travail, la protection sociale et l'économie informelle.

¹ On trouvera dans les documents et sur les portails ci-après des inventaires des réponses des pays:

OIT – Réponses politiques nationales; OCDE – SME Policy Responses; COVID-19: Réponse intégrée du PNUD; Réponse du groupe de la Banque mondiale à la pandémie de coronavirus; le FMI et la COVID 19 (coronavirus); OIE – Plateforme de réponse des entreprises face au COVID-19; Centre du commerce international – Soutenir les petites entreprises pendant la crise COVID-19.

► Introduction

Les efforts visant à contenir la propagation du coronavirus sont essentiels pour protéger des vies et éviter l'effondrement des services de santé. Bien que nécessaires, les dispositions prises ont entraîné une interruption de la production, fait plonger la demande de nombreux biens et services et forcé des entreprises dans le monde entier à réduire ou à suspendre leurs activités, ce qui a eu des conséquences énormes pour les travailleurs et l'emploi. Selon les estimations de l'OIT², près de 2,7 milliards de travailleurs, soit environ 81 pour cent de la main-d'œuvre mondiale, sont touchés par des mesures de fermeture totale ou partielle. Les heures de travail diminueront de 6,7 pour cent au cours du deuxième trimestre de 2020, soit l'équivalent de 195 millions de travailleurs à plein temps. Les entreprises des secteurs du voyage, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration, du commerce de détail et de l'industrie manufacturière ont été très durement touchées, une grande partie de leur main-d'œuvre étant exposée aux licenciements. L'effet d'entraînement exercé par la montée du chômage aggrave la pression sur les économies et devrait conduire à une récession mondiale. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que chaque mois de confinement entraîne une perte de 2 points de pourcentage de croissance du PIB annuel.³ Les flux mondiaux d'investissements étrangers directs se sont repliés et, selon des estimations, reculeront de 30 à 40 pour cent au cours de la période 2020-21.⁴ En mars 2020, les marchés émergents ont subi une sortie de capitaux sans précédent; les titres de participation et de créance ont décroché, perdant 52,4 milliards de dollars des États-Unis (dollars É.-U.) et 31,0 milliards de dollars É.-U., respectivement.⁵

Les entreprises sont dans une situation d'extrême détresse, et le déclin de l'activité économique poussera nombre d'entre elles à la faillite. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont particulièrement fragiles, car elles ont tendance à avoir moins d'actifs et des réserves de trésorerie plus limitées que les grandes entreprises, ainsi que des niveaux de productivité plus faibles. La croissance du chômage continue de s'accélérer dans de nombreux pays, et les entreprises font face à une incertitude supplémentaire en raison du risque de «nouvelles vagues» d'infection que prédisent de nombreux épidémiologistes.

Cela étant, les entreprises peuvent jouer un rôle essentiel, à la fois pour faire face à la crise et pour favoriser une reprise durable et résiliente. Pour ce faire, les gouvernements ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs doivent agir rapidement pour atténuer la crise économique. Les mesures prises doivent être adaptées au contexte et à la situation propres à chaque pays. Les gouvernements, en particulier dans les pays moins développés, subiront d'importantes contraintes qui les empêcheront de réaliser des investissements massifs en faveur des entreprises; c'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place un vaste ensemble de mesures d'investissement public-privé et de mesures de coopération internationale.

Le soutien aux entreprises doit porter sur les problèmes spécifiques auxquels elles se heurtent dans les circonstances singulières de la pandémie et s'inscrire dans un cadre d'actions plus large visant à soutenir les travailleurs qui ont perdu leur emploi, en mettant en évidence des synergies lorsque cela est possible. Les mesures que les gouvernements prendront pour soutenir les entreprises devront répondre à chacune des trois phases distinctes de la crise du COVID-19: 1) réduction générale de l'activité économique due aux mesures de prévention de la propagation du virus; 2) réactivation de l'activité des entreprises une fois l'épidémie contenue; et 3) reprise de la croissance économique, et nouvelles façons de penser l'entreprise. Les interventions d'urgence pour faire face aux première et deuxième phases contribueront à accélérer la reprise dans la troisième phase. La première phase pouvant être récurrente, les mesures doivent rester souples, notamment s'appliquer dans des conditions moins qu'optimales.

Les caractéristiques de chaque phase évolueront en fonction des différents contextes économiques et sociaux, en particulier de la possibilité d'instaurer une distanciation physique et un confinement complets. En conséquence, la première phase notamment peut revêtir des caractéristiques différentes et nécessiter des interventions diversifiées. Les politiques et programmes devraient aussi être limités dans le temps et prendre en considération la charge future de la dette publique.

² Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Deuxième édition. Estimations actualisées et analyses, 7 avril 2020.

³ OCDE, «*Perspectives de l'OCDE sur l'économie mondiale*».

⁴ CNUCED (2020), Investment Trend Monitor, mars 2020.

⁵ Institute of International Finance, Capital Flows Tracker – 1er avril 2020. The COVID-19 Cliff.

Les politiques gouvernementales devraient être élaborées en consultation avec les partenaires sociaux non seulement dans l'esprit du tripartisme, mais aussi parce que les organisations d'employeurs jouent un rôle essentiel dans la prestation de services de soutien aux entreprises et que les travailleurs et leurs organisations ont tout intérêt à soutenir les entreprises pendant cette crise. Le dialogue tripartite est également indispensable pour aider les gouvernements à recenser et à hiérarchiser les mesures susceptibles d'être les plus efficaces et les plus réalisables, compte tenu de la situation et des restrictions budgétaires de chaque pays, et pour garantir que les mesures de soutien contribuent dans toute la mesure possible à la promotion des entreprises durables et, de manière plus générale, des objectifs du travail décent.

La présente note vise à aider les décideurs politiques à déterminer les principaux types de soutien dont les entreprises auront besoin durant chacune des phases de la pandémie. Elle réaffirme la pertinence du dialogue social comme moyen essentiel d'appuyer les mesures nécessaires pour surmonter la crise. Il s'agit d'un document évolutif qui sera mis à jour selon que de besoin en fonction de l'évolution de la crise.

► Phase (1): réduction générale de l'activité économique due aux mesures

D'ordinaire, les gouvernements peuvent atténuer les effets négatifs des récessions sur les entreprises et les travailleurs en réduisant les impôts, en augmentant les dépenses de protection sociale et en relevant le niveau de l'investissement public. Grâce au soutien temporaire de la demande et aux lignes de crédit qui sont mises à leur disposition, les entreprises peuvent compter sur une clientèle certes moins nombreuse mais qui reste régulière, ce qui leur permet de couvrir leurs coûts fixes. Or, dans la situation actuelle, ce n'est pas le manque d'argent (du moins dans la phase initiale) qui pèse sur la demande, mais les contraintes de santé publique, qui empêchent les clients de sortir et de dépenser – et ces contraintes provoquent simultanément une perturbation inhabituelle de l'offre. Il s'agit donc de soutenir la continuité des activités afin de sauvegarder le plus grand nombre d'emplois possible et de jeter les bases d'une reprise accélérée et fluide en évitant que des entreprises ferment définitivement ou basculent dans l'économie informelle.

Soutien général aux entreprises

Toutes les entreprises ont besoin de plusieurs services importants pour faire face à la crise. Les gouvernements doivent donner en temps voulu des informations actualisées et fiables sur l'évolution des mesures d'endiguement. Dans beaucoup de secteurs, les pouvoirs publics devront coordonner la distribution afin que les entreprises puissent avoir accès aux intrants essentiels et autres biens et services, et respecter les recommandations sanitaires de base. Il convient d'explorer les modalités de paiement les plus rapides – notamment les transferts par téléphonie mobile et autres services en ligne –, et de les mettre en place sans attendre. Les autorités devraient par ailleurs accélérer le paiement de tous soldes dus au secteur privé.

Les entreprises de l'économie informelle ont des capacités et des ressources limitées pour s'adapter. Elles opèrent sur des marchés saturés, touchent de très maigres bénéfices, et leurs chances de survie sont faibles. Rarement visées par les politiques et programmes publics, elles ont besoin de réponses ciblées et adaptées qui les aident à surmonter le choc et leur ouvrent la voie vers l'économie formelle, notamment les systèmes de protection sociale. Au moment de concevoir les dispositifs d'exécution des programmes, il ne faudra pas sous-estimer la difficulté

à se porter à la rencontre des unités informelles par les canaux et procédés conventionnels. La technologie mobile et les services en ligne pourraient être utilisés pour informer en temps réel, effectuer les paiements et verser l'aide au revenu.⁶ La microfinance et les institutions financières semi-formelles peuvent aussi servir de passerelle vers l'économie informelle, grâce non seulement aux services financiers et aux transferts sociaux, mais aussi à l'information et aux recommandations.

Les entreprises de l'économie solidaire constituent un réseau vital pour l'aide aux populations marginalisées et vulnérables. À court terme, ces opérateurs pourraient contribuer à distribuer l'aide d'urgence, en particulier dans les pays où les services publics sont défaillants. Dans un certain nombre de pays, les organisations de l'économie sociale et solidaire font déjà partie des stratégies d'intervention d'urgence des pouvoirs publics. C'est en s'appuyant le plus possible sur elles, en coordination avec d'autres mesures, que l'on pourra couvrir le plus grand nombre d'unités économiques.⁷

Aider les entreprises à se reconvertir temporairement pour lutter contre la pandémie

Dans l'avenir immédiat, les États devront mettre en jeu des ressources considérables pour sauver des vies. Des ressources pourraient être allouées à des entreprises pour qu'elles réorientent leur production vers des biens ou des services visant à protéger la population et soutenir les soignants, les patients et d'autres travailleurs des services essentiels (installations hospitalières temporaires, lits et literie, masques et équipements médicaux, boissons et repas chauds, hébergement temporaire du personnel venu d'ailleurs en renfort, etc.). Dans de nombreux pays, des multinationales et de grandes entreprises nationales transforment déjà leur production, ce qui leur permet en outre de préserver des emplois. L'État pourrait aider les entreprises de moindre taille à faire de même, en leur versant des aides couvrant au moins le coût de déplacement de la production et en leur donnant accès aux marchés et réseaux de distribution publics.

⁶ Pour des informations et conseils spécifiques sur les répercussions du COVID-19 sur l'économie informelle et les réponses politiques, voir The impact of the COVID-19 on the informal economy in Africa and the related policy responses, BIT, à paraître.

⁷ Cooperatives and SSE enterprises respond to COVID-19 disruptions, BIT (2020).

Aider les entreprises à couvrir leurs coûts fixes

Certaines entreprises pourront continuer à fonctionner grâce aux connexions virtuelles avec leur personnel et leurs clients, mais elles seront bien plus nombreuses à devoir fermer temporairement sans bien savoir jusqu'à quand, au risque, si elles n'arrivent pas à assumer leurs coûts fixes pendant cette période, de fermer définitivement. Les micro et petites entreprises, les opérateurs travaillant pour leur propre compte et ceux qui travaillent dans l'économie informelle sont les moins susceptibles d'avoir des réserves de liquidités pour couvrir leurs coûts fixes et sont donc les plus vulnérables.

Les frais fixes de fonctionnement comprennent le loyer, les services collectifs, les autres frais généraux, le remboursement des dettes, les impôts, les cotisations de sécurité sociale et les salaires du personnel essentiel. Il existe plusieurs formules pour alléger la charge des entreprises: non recouvrement, octroi de subventions, crédit. Plus précisément, on peut:

- annuler temporairement ou suspendre le recouvrement des sommes dues aux diverses administrations (cotisations de sécurité sociale, impôts et services collectifs);
- pour les sommes dues au secteur privé, octroyer des subventions à un «taux de remplacement» rapporté aux coûts fixes – à l'instar du taux de remplacement appliqué par l'assurance-chômage – en se basant sur les déclarations d'impôts des années précédentes (moyenne éventuellement calculée sur deux ou trois ans pour éviter les demandes excessives);
- octroyer des subventions temporaires pour couvrir les coûts de main-d'œuvre, à condition que l'emploi soit préservé et en fonction de la taille et de la capacité financière de l'entreprise;
- autoriser les propriétaires-exploitants à solliciter des allocations de chômage pendant la période où leur entreprise est contrainte de fermer pour empêcher qu'ils sombrent dans la pauvreté – en particulier ceux qui opèrent dans l'économie informelle;
- si les versements en espèces aux entreprises sont insuffisants ou tout simplement inenvisageables, l'État devrait encourager les institutions financières à rééchelonner les remboursements;
- il est très probable que l'État doive aussi mettre à disposition d'importantes lignes de crédit qu'il garantira avec des liquidités à court terme afin que les institutions financières soient en mesure d'accorder des prêts supplémentaires à des taux d'intérêt très faibles, voire nuls.

Dans cette première phase, la rapidité est essentielle et fournir des fonds aux entreprises devrait être une priorité. En outre, si les prêts ont l'avantage de moins grever le budget, les pouvoirs publics doivent envisager toutes les options possibles pour éviter l'endettement excessif d'entreprises qui se démènent pour couvrir leurs coûts fixes.

Aider les entreprises à s'adapter aux nouvelles conditions du marché

La durée d'application des mesures de santé publique visant à ralentir la propagation de l'infection est incertaine, et il est fort probable qu'il faudra les reconduire. Aussi convient-il de prévoir des moyens d'aider les entreprises à toucher la clientèle à l'heure de la distanciation physique. Les mesures suivantes, éventuellement mises en œuvre en collaboration avec les organisations d'employeurs, pourraient être envisagées:

- faciliter l'accès aux plateformes et outils informatiques permettant aux entreprises de s'approvisionner localement et de maintenir la communication avec les clients;
- mettre en place des plateformes permettant aux propriétaires d'entreprises de se mettre en réseau avec leurs pairs, de partager l'information et d'éviter l'isolement;
- offrir des formations en ligne sur le marketing et la prestation de services numériques afin d'accroître les capacités en ligne;
- aider vendeurs et consommateurs à utiliser les moyens numériques pour effectuer leurs paiements en ligne (salaires, biens);
- adapter les modèles productifs à l'évolution de la demande et, plus généralement, au comportement des consommateurs.

Il sera peut-être nécessaire de faciliter l'accès des entreprises au capital (crédit, subventions ou émission d'actions) pour les aider à s'adapter aux marchés virtuels. Les prestataires qui accompagnent les entreprises – concepteurs de sites Web, spécialistes de la sécurité du Web – peuvent eux aussi avoir besoin d'accéder au crédit et aux fonds propres lorsqu'ils créent ou développent leur activité.

► Phase (2): réactivation de l'activité des entreprises une fois l'épidémie contenue⁸

Une fois la pandémie passée, beaucoup d'entreprises auront besoin d'aide pour reprendre leurs activités et progressivement rétablir leur productivité et relancer la croissance. Il importera alors de prêter attention aux facteurs suivants: accès aux services financiers, mesures de redressement du marché, reconfiguration des chaînes d'approvisionnement et conditions propices à une sortie de crise plus rapide.⁹

Faciliter l'accès au crédit et autres services financiers

En attendant que leurs revenus s'améliorent, les entreprises auront besoin de tout un arsenal de services financiers – accès au crédit pour remédier aux problèmes de trésorerie à court terme, accords de crédit-bail subventionné pour acheter de petits actifs productifs et réaliser les investissements nécessaires, système de paiement numérique pour atteindre une nouvelle clientèle ou recevoir des fonds.

L'accès au crédit, obstacle majeur auquel se heurtent les MPME même en période de forte croissance économique, sera encore plus difficile en période de récession mondiale. D'où le besoin vital de politiques publiques visant à injecter des liquidités sur les marchés, principalement par l'intermédiaire d'institutions privées. Les gouvernements devraient canaliser des fonds par l'intermédiaire des institutions financières et aider ces dernières à soutenir les MPME. Différentes mesures sont envisageables, chacune jouant un rôle décisif dans la relance de l'activité:

- prêts à taux d'intérêt faible voire nul par l'intermédiaire d'institutions financières publiques et privées;
- lignes de crédit pour les activités commerciales;
- couverture partielle du risque pour garantir que les plus petites entreprises aussi bénéficient des prêts
- garanties et assurance en cas d'urgence.

Les institutions de microfinancement, les coopératives financières et autres institutions financières s'adressant aux MPME et aux unités pour compte propre pourraient jouer un rôle important dans l'affectation de fonds aux populations les plus vulnérables et aux opérateurs les plus petits. Dans les pays où les organismes de contrôle financier ne traitent qu'avec des banques officielles,

des accords supplémentaires devraient être mis en place pour exploiter le potentiel des institutions dédiées aux MPME et contribuer à les renforcer. C'est un volet à ne pas négliger car ces institutions auront beaucoup de mal à faire face à la fragilisation de leurs portefeuilles, résultant du fait que la crise frappe le plus durement les pauvres. Les mesures de soutien devront donc viser en priorité à aider les institutions de microfinancement à rester solvables pendant la reprise, et des lignes de crédit ciblées ou d'autres types de garanties pourraient leur être accordées, en particulier si l'on veut les encourager à étoffer leur portefeuille pour qu'elles soient en mesure de répondre à la nouvelle demande des très petites entreprises.

Il sera impératif d'assurer aussi la continuité des activités des grandes institutions financières si l'on veut que les marchés disposent de liquidités suffisantes pour soutenir les entreprises pendant la pandémie et au moment de la reprise économique. De nouvelles règles et des aides seront requises pour éviter d'accabler les institutions financières qui devront faire face à une augmentation massive des demandes, tout en continuant d'exercer leurs fonctions de surveillance et de régulation.

Déployer une politique de la demande

Pendant la récession économique, les entreprises auront besoin de clients ayant de l'argent à dépenser. Lorsque les heures de travail sont réduites ou que les travailleurs perdent leur emploi, l'aide de l'État devient essentielle pour eux et pour leurs familles, et elle est vitale pour les entreprises qui dépendent de leur consommation. Des transferts monétaires inconditionnels s'avéreront souvent nécessaires pendant toute la durée de la crise, jusqu'à ce que l'économie commence à se redresser.¹⁰

Les pouvoirs publics pourraient aussi envisager des mesures pour doper l'emploi et, partant, la demande: investissements à forte intensité d'emploi, marchés publics accordant des préférences aux MPME, incitations fiscales encourageant les entreprises multinationales à s'approvisionner localement. La formation rémunérée est un autre moyen efficace de soutenir l'entreprise tout en mettant de l'argent dans la poche du consommateur.

⁸ Cette phase nécessitera probablement des mesures de relance budgétaire à grande échelle pour stimuler la demande globale et réactiver les entreprises. Il est possible qu'il faille reconduire certaines des mesures mises en place lors de la phase 1 pour couvrir les coûts fixes, notamment les crédits d'impôt et les prêts garantis par l'État.

⁹ Selon le rythme de levée des restrictions et étant donné qu'elles risquent d'être rétablies si le taux d'infection repart à la hausse, on peut s'attendre à ce que les consommateurs constituent une épargne de précaution et que les entreprises n'investissent guère, d'où une reprise lente et longue. Comme indiqué précédemment, il serait donc opportun d'adapter les mesures en fonction de l'évolution des conditions.

¹⁰ Pour une discussion des mesures visant à stimuler la demande, voir COVID-19: Réponses: Quelles sont les stratégies susceptibles d'atténuer les effets du COVID-19 sur le monde du travail ? BIT, 19 mars 2020.

Les gouvernements devraient par ailleurs investir dans des campagnes visant à restaurer la confiance des consommateurs dans la sécurité des transactions commerciales effectuées en personne et à rétablir des habitudes d'achat qui contribuent à soutenir le commerce, la restauration et les autres prestataires de services.

Privilégier au maximum les marchés de proximité

Dans le sillage de la crise liée au COVID-19, beaucoup d'entreprises et de pays ont découvert à quel point ils sont exposés au risque de rupture de leurs approvisionnements lorsque leurs fournisseurs se concentrent dans un site unique ou dans un petit nombre de sites de production, souvent éloignés de leurs activités. Les pouvoirs publics – à l'échelle des villes, régions à l'intérieur du pays, voire pays voisins avec lesquels ils entretiennent des liens économiques importants – pourraient rapidement organiser des plateformes d'échange numériques pour les investissements, les intrants, les produits finaux et les technologies. L'État pourrait aussi fournir des fonds spéciaux d'aide d'urgence et des informations, et soutenir le transfert de technologies et de savoir-faire. Il pourrait être utile d'exploiter les résultats d'analyse de mégadonnées afin de mieux connaître les marchés à proximité et d'en tirer parti pour diversifier les sources d'approvisionnement.

Rendre l'environnement de l'entreprise plus agile et plus réactif

Les mesures de distanciation physique et le confinement ont été dévastateurs pour beaucoup de secteurs, mais ils ont aussi ouvert de nouvelles possibilités et créé de nouveaux modes de fonctionnement: service à distance, offre basée sur la demande en temps réel, opérations en ligne, alliances entre entreprises permettant de répondre à la demande, offres novatrices de produits et de services (en particulier dans le domaine de la santé).

Les pouvoirs publics devraient en priorité chercher à simplifier et à accélérer les procédures, tant pour enregistrer les nouvelles entreprises que pour modifier l'offre des entreprises existantes, et par exemple:

- suspendre le recouvrement des frais d'enregistrement et les exigences en matière de capital minimum, et activer les procédures d'enregistrement et de délivrance des licences d'exploitation, en recourant aux plateformes en ligne;
- fournir des directives claires sur toute nouvelle mesure fiscale;
- accélérer et simplifier les procédures d'appel d'offres afin d'encourager la participation des MPME;
- accélérer les autorisations d'investissement dans les domaines prioritaires et rationaliser l'examen des projets d'investissement publics et privés;
- donner l'accès aux spécifications techniques de production des produits et services dont on a un besoin urgent ainsi que les approbations requises; adapter provisoirement les règles de la concurrence (licences temporaires pour les droits de propriété intellectuelle, mécanismes temporaires de fixation d'urgence des prix à court terme);
- réduire les formalités douanières et accélérer les activités d'import-export;
- adopter des procédures d'urgence pour simplifier la restructuration des entreprises et rendre la fermeture moins onéreuse;
- établir des mécanismes de règlement d'urgence des conflits, et améliorer les dispositifs d'aide au maintien des contrats, y compris en cas d'insolvabilité de l'entreprise.



► Phase (3): reprise de la croissance économique, et nouvelles façons

Certaines entreprises vont fermer alors que les gouvernements auront fait tout ce qu'ils pouvaient pour les soutenir, en engageant une action sanitaire publique contre la pandémie puis en assurant le rétablissement d'une activité économique normale. Parmi celles qui survivront, beaucoup resteront sans doute fragiles, car il leur faudra du temps pour retrouver des revenus et commencer à gérer les dettes accumulées et les paiements différés. Les gouvernements devront aider ces entreprises à se redresser le plus rapidement possible afin qu'elles puissent retrouver des bilans sains et offrir des emplois.

Ces efforts s'inscriront par nature dans le plus long terme et, en raison de la lourde charge financière qui pèse déjà sur les États, de nombreuses interventions devront attendre que les problèmes les plus urgents aient été réglés. Néanmoins, des mesures propres à renforcer la position des entreprises en accroissant leurs revenus afin qu'elles puissent rembourser leurs emprunts et s'acquitter de leurs paiements différés sont essentielles pour aider l'économie à se redresser complètement et maintenir une forte croissance de l'économie et des emplois. Les gouvernements sont donc encouragés à prévoir dès à présent des mesures de ce type pour l'avenir.

La crise ouvre la possibilité d'instaurer de nouvelles formes de coopération entre les grandes et les petites entreprises, en particulier dans les secteurs dévastés par le choc. Petites et grandes entreprises pourraient travailler ensemble pour préparer les conditions de la reprise et de la croissance. La création d'alliances renforcerait la capacité des MPME d'augmenter leur production et de se conformer aux normes du marché et aux attentes des acheteurs. Les grandes entreprises dans des secteurs essentiels tels que celui des télécommunications pourraient contribuer à élargir l'accès à des produits et services de qualité à des taux qui soient abordables pour les entreprises les plus petites et les plus fragiles.

Le soutien apporté aux entreprises pendant la phase de reprise doit tenir compte des besoins des unités opérant dans l'économie informelle et envisager des interventions qui pourraient aider ces unités à se réorienter vers des segments moins saturés ou des segments nouveaux et formels, promouvoir

l'amélioration des compétences et créer des incitations à s'intégrer dans l'économie formelle.

Mise à niveau des infrastructures

Les investissements publics dans la modernisation des infrastructures physiques (routes, ports, etc.) pourraient améliorer l'accès des entreprises aux approvisionnements et aux marchés. L'élargissement de l'accès au Centre du commerce international et l'amélioration des services aideront également les entreprises à accéder aux informations sur les marchés et à toucher davantage de clients. Ces investissements (travaux publics ou marchés publics confiés à des entreprises privées) généreront également des emplois qui stimuleront la demande.

Services aux entreprises pour soutenir les micro, petites et moyennes entreprises

De nombreuses MPME tireront un grand profit des programmes qui les aideront à améliorer leur productivité, à gérer leurs finances plus efficacement et à renforcer leurs compétences en matière de commercialisation.¹¹ Les gouvernements pourraient élargir l'offre d'écoles techniques qui aident les entrepreneurs à développer leurs capacités de gestion, ou fournir des bons pour que les nouveaux entrepreneurs et les petites entreprises puissent accéder à l'expertise des prestataires de services aux entreprises et aux programmes de formation, y compris ceux qui sont affiliés aux organisations d'employeurs. Ils pourraient aussi, en collaboration avec les organisations d'employeurs, favoriser les liens avec le marché.

Pour encourager les nouveaux projets entrepreneuriaux, il faut développer des idées originales en ce qui concerne les mesures d'incitation et les approches permettant, d'une part, de faciliter une croissance durable et inclusive dans les nouvelles conditions de la reprise économique, et, de l'autre, de promouvoir une plus grande résilience pour l'avenir. Les mesures gouvernementales pourraient inciter les entreprises à continuer d'améliorer leur viabilité ainsi qu'à relever leur niveau technologique et à investir dans les transformations associées aux technologies numériques (communication, cybersécurité).

11 Voir par exemple ACT/EMP, Global Guide on Productivity for employers' organizations, à paraître.

► Rôle central du dialogue social dans l'élaboration d'une réponse inclusive et limitée dans le temps

Les mesures de soutien doivent comprendre des interventions à tous les niveaux (entreprise, secteur, national et international) dont les objectifs soient cohérents et complémentaires. Les gouvernements devraient mettre en place un système de contrôle solide qui leur permette de poursuivre et d'ajuster leurs interventions, puis d'y mettre progressivement un terme en fonction de l'ampleur et de la durée du choc. Les garde-fous qui ont été suspendus afin d'offrir plus de marge de manœuvre pour réagir à la crise devraient être rétablis dès que possible.

Le dialogue social devrait jouer un rôle central dans l'élaboration des politiques gouvernementales afin que les entreprises bénéficient d'un soutien dont la durée et le niveau soient optimaux et qui tienne aussi compte des droits et des besoins des travailleurs. Les organisations d'employeurs et de travailleurs sont en première ligne face à la crise et devraient s'engager activement avec les gouvernements pour coordonner l'élaboration de réponses tripartites qui expriment des engagements forts de la part des trois parties.

Les questions essentielles devant faire l'objet de discussions et de consultations devraient être les suivantes: éviter les licenciements en réduisant le temps de travail et en réorganisant l'activité des entreprises; assouplir les méthodes afin de maintenir l'activité; et, point fondamental, mettre rapidement en œuvre des mesures fortes, concertées à l'échelle tripartite, qui permettent d'assurer la continuité des activités économiques et sociales. Les gouvernements devraient également encourager le dialogue social bipartite au niveau des entreprises et des secteurs, afin d'affiner les réponses en fonction des besoins particuliers.

Dans les pays où les carences institutionnelles sont généralisées, l'engagement tripartite est encore plus essentiel. Des arrangements tripartites, soutenus par de solides ressources techniques et financières internationales, pourraient aider les mandants à parvenir à un accord et à mettre rapidement en place des mécanismes de contrôle. Cette base tripartite associera réseaux, présence locale et crédibilité pour agir rapidement et avec des objectifs clairs. Des consultations tripartites devraient être entreprises de toute urgence afin de recenser immédiatement les mesures indispensables qui doivent devenir des priorités et de déterminer un processus qui permettra de travailler ensemble à la reprise.

► Coordination

De nombreux ministères mènent, dans le cadre de leur mandat, des activités qui ont une influence et des incidences sur le développement et le fonctionnement des entreprises. Les gouvernements devront mettre en place des mécanismes institutionnels spéciaux ou adapter ceux qui existent déjà pour coordonner les réponses de tous les ministères concernés afin d'éviter la dispersion des efforts, la poursuite d'objectifs contradictoires, les occasions manquées de créer des synergies ou un calendrier inapproprié. La participation tripartite est en outre une condition de l'efficacité des mécanismes nationaux de coordination.

Dans une récession mondiale, en particulier d'une ampleur telle que celle prévue en l'espèce, la coordination entre les pays sera également essentielle. C'est particulièrement important pour les pays ayant une forte influence sur l'économie mondiale (le G20), mais même ceux dont l'économie est plus modeste tireront profit d'une coordination avec des partenaires commerciaux puissants ou des États voisins qui partagent une zone économique.

► Financement

La chute abrupte du PIB et le reflux sans précédent des investissements ont augmenté le coût de l'emprunt pour de nombreux pays et entraîné une dépréciation du taux de change, des coûts plus élevés pour certains biens importés et une perte de pouvoir d'achat. Les pays ayant des niveaux élevés d'endettement public et privé doivent faire face à un risque accru de défaillance, qui pourrait à son tour aggraver encore la crise. La chute des prix de nombreux produits de base a réduit les recettes publiques, resserrant d'autant la marge de manœuvre budgétaire pour soutenir la poursuite et la reprise des activités. Néanmoins, malgré les contraintes que font peser ces facteurs, l'absence de soutien aux MPME provoquerait probablement des récessions encore plus longues et plus profondes.

Dans le contexte de cette crise, les gouvernements sont encouragés à explorer un ensemble de possibilités permettant de financer des mesures de soutien aux entreprises ainsi que d'aider leurs travailleurs et de fournir une protection sociale appropriée pour permettre à tous de traverser la crise:

- réaffecter les dépenses publiques;
- émettre des obligations sur les marchés intérieurs et les marchés étrangers;
- emprunter à des conditions préférentielles ou non préférentielles auprès de banques internationales de développement, de prêteurs bilatéraux et d'institutions financières;

- mobiliser d'autres financements à des conditions préférentielles au titre de la coopération bilatérale, régionale et multilatérale;
- négocier l'accès aux fonds fiduciaires internationaux;
- mobiliser d'autres financements privés, notamment des prêts garantis par des donateurs et d'autres institutions internationales, des financements par émission d'actions, des partenariats privé-privé et des financements mixtes provenant de différentes sources;
- mettre en œuvre d'autres options de politique fiscale et monétaire.

La communauté internationale pourrait contribuer à soutenir les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire très limitée en allégeant ou en différant le paiement de la dette extérieure et en apportant une aide financière.

► **Autres considérations**

Les gouvernements devraient définir les critères des programmes d'intervention et d'éligibilité à ces programmes, recenser les modalités optimales de soutien et établir un ordre de priorité pour les bénéficiaires. Ils devraient également garantir l'accès des femmes cheffes d'entreprise, dans des conditions d'égalité, à l'ensemble des mesures de soutien qui seront offertes dans les trois phases et répondre aux besoins particuliers des jeunes entrepreneurs.

Les gouvernements devront également établir des mécanismes de mise en œuvre, en particulier pour assurer la transparence et la responsabilité, et désigner les structures qui seront chargées de coordonner et de canaliser les ressources. En outre, ils devraient fixer des conditions pour déterminer quand mettre fin aux interventions, afin qu'il soit clair pour tous que ces mesures seront limitées dans le temps.

Compte tenu du caractère urgent de cette crise sans précédent, les interventions devraient s'appuyer autant que faire se peut sur la capacité de collecter des données sur les marchés et de les analyser pour anticiper les perturbations et les possibilités existantes. Il faudrait examiner des scénarios pour aider les entreprises à se préparer à faire face à l'évolution de ces marchés. L'apport d'une assistance technique pour la collecte de données permettant de cibler les interventions politiques pourrait être un bon moyen d'aider les pays qui disposent de peu de données.

Les gouvernements devraient aussi jeter les bases de stratégies renouvelées de création d'entreprises plus durables et plus inclusives à moyen et à long terme.

► **Coopération internationale**

Les pays en développement doivent surmonter des problèmes encore plus graves parce que leurs marchés sont moins développés, l'informalité est généralisée, le manque de ressources fiscales limite considérablement leurs possibilités d'action, et leurs capacités institutionnelles sont plus restreintes. La coopération internationale et l'assistance technique seront essentielles pour aider ces pays à se remettre le plus rapidement possible de la récession économique et à réduire au minimum les souffrances humaines.

► **Tirer les enseignements du choc**

Les experts des questions de santé préviennent qu'il y aura sans doute plus souvent des pandémies. Par conséquent, une fois que la crise sanitaire en cours sera passée et que les économies se seront redressées, les gouvernements devraient faire le point de la situation afin de coordonner les mesures de prévention et les stratégies visant à contenir les futures épidémies et autres chocs. Ils devraient envisager:

- d'intégrer dans la planification des stratégies de prévention et d'atténuation des risques, notamment des mécanismes permettant de mettre des fonds à disposition rapidement pour faire face aux situations d'urgence;
- d'adopter des procédures et mécanismes d'atténuation des risques, dont une cartographie des risques des entreprises et des secteurs et des systèmes d'alerte rapide;
- de mettre en œuvre des mécanismes visant à activer les réseaux de soutien aux entreprises;
- de créer des agences de recouvrement rapide dotées de compétences déléguées et de capacités techniques et organisationnelles.

Les gouvernements devraient faciliter la mise en place de systèmes efficaces de gestion des risques pour les MPME, notamment:

- renforcer les marchés nationaux de l'assurance;
- assurer l'émergence de produits pertinents;
- permettre à divers canaux de distribution d'étendre leur couverture à des segments de marché non desservis ou mal desservis.

Les gouvernements pourraient également envisager des moyens de renforcer la résilience à tous les niveaux de l'économie mondialisée, y compris les collectivités locales, afin de garantir un accès continu aux produits et services essentiels. Un système à plusieurs niveaux pourrait être mis en place pour coordonner à la fois une réponse globale et l'appui à l'élaboration de stratégies adaptées aux besoins de régions et de pays particuliers, éventuellement en mettant en place un cadre qui permette d'assurer la coordination entre les différents niveaux.

► Soutien de l'OIT

L'OIT est une organisation intergouvernementale qui joue un rôle de premier plan dans le domaine du développement d'entreprises durables, pilier essentiel du travail décent. Pour faire face à la crise du COVID-19, elle préconise une approche intégrée prévoyant l'application de mesures visant à stimuler l'économie et l'emploi, à soutenir les entreprises, l'emploi et les revenus, à protéger les travailleurs sur le lieu de travail et à se fonder sur le dialogue social pour trouver des solutions.¹² Des informations et des ressources techniques sur les réponses politiques apportées à la crise du COVID 19 sont à la disposition des gouvernements et des partenaires sociaux.¹³

En outre, le Département des entreprises du BIT offre toute une série d'outils et de types d'assistance sur le développement d'entreprises durables qui sont utiles pour concevoir des interventions de soutien. Il s'agit notamment de programmes visant à :

- créer ou mieux gérer un large éventail d'entreprises de taille et de régime de propriété différents (par exemple, MPME classiques, entreprises coopératives, entreprises sociales);
- développer des chaînes de valeur et améliorer la productivité grâce à la coopération entre travailleurs et employeurs;
- instaurer un environnement économique propice aux entreprises durables;
- promouvoir la conduite responsable des entreprises et une croissance économique inclusive;
- promouvoir la résilience aux chocs, climatiques et autres;
- fournir des services financiers aux entreprises.

La Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale pourrait aider à orienter les dialogues tripartites, en particulier dans les pays qui cherchent à faire participer les entreprises multinationales au processus de relance. Les gouvernements pourraient utiliser ces ressources, ainsi que l'expertise du BIT, pour concevoir des politiques et programmes visant à soutenir la création d'entreprises durables.

Le BIT complètera la présente note de synthèse par des exemples de pays particuliers afin que les décideurs politiques puissent, en tirant les enseignements de l'expérience des uns et des autres, soutenir les entreprises de la manière la plus efficace tout au long de cette crise.



¹² Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail.

¹³ Voir la page [Web de l'OIT consacrée au COVID-19](#).